

**ARRÊTÉ N° 2025-127**

**OCCUPATION DE VOIRIE**

**Le Maire de la Ville de Juvignac,**

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R.44, R.225 et R.225-1,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière,

**VU** la demande de l'entreprise BORDERES-SANCHIS en date du 13 février 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il importe de prendre des mesures de circulation pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux de réalisation d'une station de recharge électrique, nécessitent l'occupation du domaine public ;

**ARRÊTE**

**Art.1 :** du 24 mars au 22 avril 2025, l'entreprise BORDERES-SANCHIS est autorisée à occuper la voie publique et ses dépendances, rue Callisto,

**Art.2 :** du 24 mars au 22 avril 2025, le stationnement sera strictement interdit sur la portion du parking concernée par les travaux,

**Art.3 :** Tout véhicule contrevenant à ces dispositions sera considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10.1-10 du code de la route, (stationnement gênant sur la voie publique spécialement désigné par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de Police municipale) et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 de ce même code :

**Art.4 :** Les droits des tiers seront et demeureront préservés ;

**Art.5 :** Les mesures de signalisation nécessaires seront prises pour permettre l'application des présentes dispositions. Cette signalisation sera mise en place et entretenue par l'entreprise BORDERES-SANCHIS pendant toute la durée des chantiers

**Art.6 :** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra réparer tout dommage causé et rétablir, à ses frais, la voie publique et ses dépendances dans leur état premier ;

**Art.7 :** Le permissionnaire supportera, sans indemnité, la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués pour la commune dans l'intérêt général ;

**Art.8 :** La présente autorisation est, pour tout ou partie révoquable sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général soit pour non-respect par le permissionnaire des articles ci-dessus ;

**Art.9 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires, seront constatées par des procès-verbaux, transmis aux tribunaux compétents ;

**Art.10 :** Le Directeur Général des Services, le Directeur de l'Aménagement urbain et des Travaux, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, le Responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Juvignac, le 21 mars 2025

Pour le Maire,

L'adjoint Délégué à la Tranquillité

Publique, aux Ressources Humaines, au

Devoir de Mémoire, et aux Affaires

Générales

Jacques BOUSQUET

